

Communiqué de presse

**La Direction des impôts  
et des contributions publiques**

**annonce 7 mesures pour agir contre la fraude fiscale**



**Papeete, le 27 octobre 2016 – La lutte contre la fraude fiscale est un enjeu majeur des équilibres sociaux et économiques de la Polynésie française pour les préjudices qu'elle fait porter aux finances publiques.** Elle est également une condition essentielle de la confiance que les citoyens portent dans le système fiscal et de la garantie qui doit leur être donnée du respect du principe de l'égalité de tous devant l'impôt.

Les impôts éludés sont autant de manques pour financer les projets du Pays et répondre aux besoins de la population en matière d'infrastructure, de développement, de soutien à l'économie ou encore d'action sociale. La fraude fiscale porte également atteinte aux conditions d'une saine et loyale concurrence entre tous les acteurs économiques en étant une source de déséquilibre.

Pour lutter contre la fraude fiscale et les activités occultes, la DICP se donne depuis toujours les moyens d'agir avec efficacité pour détecter, contrôler et sanctionner ceux qui font le choix de ne pas participer à l'effort commun au détriment de la collectivité publique.

## **Transparence et fermeté**

*La DICP joue la transparence et affiche clairement les axes de lutte contre la fraude*

Avec la formalisation d'un plan de lutte contre la fraude fiscale et en complément de sa politique de promotion du civisme fiscal, la DICP entend informer les citoyens-contribuables sur les actions qu'elle mène pour préserver les finances publiques en leur donnant le gage qu'elle œuvre au quotidien pour le respect du principe d'égalité de tous devant l'impôt. Son plan de lutte comporte une série de 7 mesures pour détecter et réprimer la fraude.

## **Une campagne d'affichage inédite**

*Interpeler les citoyens et les responsabiliser*

6ème mesure du plan de lutte contre la fraude fiscale, la DICP vise à promouvoir la lutte contre les méfaits de la fraude, à travers une campagne de communication portant une double thématique :

- ▶ la valorisation de l'exemplarité du citoyen engagé dans une démarche vertueuse d'adhésion au système déclaratif et qui interpelle son concitoyen moins vertueux : **EN REGLE AVEC MES IMPOTS, ET VOUS ? Ni fraude, Ni complaisance.**
- ▶ la condamnation ferme par la société de la fraude fiscale contraire à une répartition équitable de l'impôt et à l'effort collectif pour le financement de l'action publique : **FRAUDER SES IMPOTS C'EST S'ENRICHIR SUR LES AUTRES ! Ni fraude, Ni insolidarité.**

Le message impacte, stigmatise et marginalise délibérément le fraudeur ou son complice. Il réaffirme la nécessité légitime pour l'administration fiscale :

- ▶ d'inciter à la régularisation des situations fiscales ;
- ▶ d'agir, au moyen du contrôle fiscal, pour combattre la fraude intentionnelle et les activités occultes.

La signature fait le pendant à la campagne sur le civisme fiscal : « **Le civisme fiscal, notre intérêt à tous** ».

## Focus

*La DICP peut désormais accéder à une information complète sur les propriétaires de locaux ou logements*

**On estime à environ 33 000 le nombre de locaux ou logements non déclarés à Tahiti et dans les îles. La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) vient de valider les modalités de transmission à la DICP du fichier des abonnés de la société Electricité de Tahiti (EDT) en les estimant conformes au respect de la vie privée et de la protection des données à caractère personnel.**

*Cette décision de septembre 2016 constitue une avancée majeure dans l'exercice du droit de communication de la DICP en tant que « tiers autorisé ».*

### En pratique :

La société EDT sera désormais tenue de communiquer chaque année le fichier de données de ses abonnés. La DICP sera ainsi en mesure de comparer ce fichier avec celui des propriétaires d'immeubles soumis à l'impôt foncier sur les propriétés bâties et d'assurer une couverture territoriale exhaustive de cet impôt.

### Un effet domino :

La reprise fiscale indirecte de locations immobilières non déclarées devrait également induire une recette fiscale supplémentaire de contribution des patentes, d'impôt sur les transactions ou encore de CST sur les activités non salariées.

### *Une cellule de régularisation favorise la mise en conformité fiscale*

La DICP annonce la création d'une unité d'aide à la conformité fiscale (UNAC) qui accompagnera les contribuables défaillants dans leur démarche volontaire de régularisation, notamment en matière d'impôt foncier.

Cette unité sera l'occasion offerte aux « fraudeurs par omission », clairement informés par les différentes actions de communication, de régulariser leur situation sans encourir les lourdes pénalités prévues par le code des impôts.

Pour obtenir plus d'informations, les contribuables sont invités à :

- ▶ contacter l'unité d'aide à la conformité fiscale (UNAC) au 40 46 14 14,
- ▶ se rendre sur le site [www.impot-polynesie.gov.pf](http://www.impot-polynesie.gov.pf) pour retrouver toutes les informations relatives aux impôts en Polynésie française.

---

La Direction des Impôts et des Contributions Publiques est responsable de près de **70 milliards de francs pacifiques des recettes fiscales** du budget de la Polynésie française (soit environ 50% du budget général du Pays), des collectivités ou organismes tiers pour lesquelles elle agit.

Garante des **principes constitutionnels d'égalité devant les charges publiques et devant l'impôt**, elle est chargée d'assurer la gestion, le recouvrement et le contrôle des impôts, droits et taxes directs et indirects prévus au code des impôts.

Les activités de la DICP concernent la vie de presque tous les Polynésiens en touchant chaque année près de **72 000 entreprises, professionnels et particuliers**.



Direction des impôts  
et des contributions  
p u b l i q u e s

C o m m u n i c a t i o n :  
Tél. (+689) 40.46.14.20  
Fax. (+689) 40.46.13.00  
BP.80 - 98713 Papeete

[heifara.teamotuitau@dicp.gov.pf](mailto:heifara.teamotuitau@dicp.gov.pf)

[www.impot-polynesie.gov.pf](http://www.impot-polynesie.gov.pf)